

2 Politique

Gabon-France/Suite aux déclarations de Manuel Valls
Paris désamorce la crise

O. N.

Libreville/Gabon

C'est du moins ce qui ressort de l'entretien que l'ambassadeur, Haut représentant du Gabon en France, Ngoyo Moussavou Bikoko, a eu, hier, à Matignon avec le conseiller diplomatique du Premier ministre français, Stéphane Romatet, et Ibrahima Diawadoh N'Jim, le "Monsieur Afrique" de Manuel Valls. Au cours de cet échange, les deux parties ont exprimé leur souhait d'aplanir cet incident. La France affirmant "être

attachée à ses relations avec le Gabon sous la conduite du président Bongo élu en 2009".

SUITE aux déclarations plutôt peu diplomatiques du Premier ministre français, Manuel Valls, samedi dernier, sur la chaîne publique française "France 2", relatives à la Présidence de 2009 au Gabon, les relations entre la France et notre pays ont pris un coup de froid ces derniers jours. Une tension que les autorités françaises ont rapidement désamorcé. En effet, dans cette perspective que l'ambassadeur, Haut représentant du Gabon en France, Ngoyo Moussavou Bi-

koko, a été reçu, hier à Matignon, par Stéphane Romatet et Ibrahima Diawadoh N'Jim, respectivement conseiller diplomatique du chef du gouvernement français et "Monsieur Afrique" de Manuel Valls dont il est par ailleurs le chargé de mission.

Cette rencontre a été l'occasion pour les collaborateurs du Premier ministre français, de déminer la crise, d'appeler à "l'apaisement" estimant "qu'il n'y a pas d'affaires franco-gabonaise". Tout comme ils ont exprimé le souhait du M. Valls de ne pas voir s'installer une tension entre Libreville et Paris, "car, il n'y a jamais eu d'ambiguïté dans

l'élection du président Ali Bongo Ondimba en 2009 ; l'élection ayant eu lieu sous la surveillance d'observateurs internationaux", ont-ils ajouté. Par ailleurs, au cours de son point de presse habituel, le porte-parole du Quai d'Orsay (ministère français des Affaires étrangères), a réaffirmé que la France et le Gabon entretiennent des relations amicales et confiantes. Soulignant que "le Gabon est pour la France un partenaire proche dans de nombreux domaines. Il a joué un rôle très important pour la conclusion de l'Accord de Paris sur le climat (...). Et d'ajouter : "La France est très attachée à ses relations avec le Gabon

sous la conduite du président Ali Bongo Ondimba élu démocratiquement en 2009".

De même, le Premier ministre français a réitéré, hier, "son respect et son amitié au président de la République". Dans cette même volonté d'apaisement, on apprend, par ailleurs, selon des sources diplomatiques à Paris, la confirmation de la visite officielle du Premier ministre Manuel Valls au Gabon, en février prochain, conformément à l'engagement pris lors de son entretien avec le chef de l'Etat gabonais, en juin 2015 à Paris. Il sera accompagné d'une importante délégation d'hommes d'affaires français.

Déclaration de l'Ambassadeur, haut représentant du Gabon en France

L'ambassadeur, Haut Représentant du Gabon en France, S. E Ngoyo Moussavou nous a fait parvenir une déclaration faite hier au sortir de son entrevue à Matignon.

L'AMBASSADEUR du Gabon en France a été reçu le lundi 18 janvier à 12h à l'hôtel Matignon, sur instructions du Premier Ministre Manuel Valls par son conseiller diplomatique M Stéphane Romatet.

Lors de cet entretien il a été convenu qu'il n'y a pas lieu de considérer qu'il existe une polémique, un incident, un malentendu entre la France et le Gabon, à la suite des propos tenus par le Premier ministre Manuel Valls lors de l'émission « on n'est pas couché ».

A ce stade il ressort :

« Que la France et le Gabon entretiennent des relations amicales et confiantes. Le Gabon est pour la France un partenaire proche dans de nombreux domaines. Il a joué notamment un rôle très important pour la conclusion de l'accord de Paris sur le climat. Il assume ses responsabilités au service de la paix, de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme sur le continent africain, conformément aux valeurs de tolérance et d'ouverture de la société gabonaise. La France est très attachée à ses relations avec le Gabon sous la conduite du président Ali Bongo Ondimba, élu en 2009, à la suite d'un processus démocratique reconnu par la France et l'ensemble de la communauté internationale. »

Aussi, dans le contexte d'édification des processus démocratiques en Afrique et dans le

contexte politique électoral que connaît le Gabon, il faut bien sûr se garder de toute exploitation à usage polémique.

En outre, le conseiller diplomatique du Premier ministre a fait part de l'importance que M. Valls accorde aux relations avec le Gabon et en particulier à la relation personnelle qu'il entretient avec le président Ali Bongo Ondimba. Le conseiller diplomatique du Premier ministre Valls a demandé à l'ambassadeur, Haut Représentant du Gabon, de bien vouloir renouveler son message d'amitié du Premier ministre français au président Ali Bongo Ondimba et de rappeler sa disponibilité à se rendre à Libreville dans les prochains mois, comme convenu lors des entretiens qu'ils ont eus à Matignon en juin 2015 et à l'occasion de la COP 21 le 30 novembre de la même année.



Photo : l'union
L'ambassadeur, Ngoyo Moussavou.

Début de l'opération de révision des listes électorales

Pas d'engouement pour le moment

R.H.A

Libreville/ Gabon

L'OPERATION de révision des listes électorales pour le compte de l'année 2016, a débuté, hier, sur toute l'étendue du territoire national et sans doute à l'étranger. Elle est prévue pour durer jusqu'au 2 mars prochain. Comme d'habitude chez nous, on traîne les pieds pour s'en-

rôler. Les espaces aménagés pour la circonstance comme à la mairie du 3e arrondissement, sont encore quasi déserts. Les populations attendent les derniers jours pour se bousculer aux portes des centres.

C'est d'ailleurs la réponse que nous a donnée un usager que nous avons surpris en train de consulter les listes à la mairie du 2e arrondissement. "Je savais qu'il y aurait une autre

phase qui me permettrait de venir vérifier si mon nom et ceux de ma maisonnée sont biens inscrits. Je n'avais aucune urgence, on pensera toujours à nous les retardataires", a-t-il déclaré. Pendant ce temps, un autre citoyen sort du bureau, satisfait d'avoir rempli sa tâche en dépit de ses nombreuses occupations qui ne lui avaient pas permis de s'enrôler lors de la précédente opération... S'agissant de celle qui s'est

tenu du 29 octobre au 13 décembre 2015, elle a eu comme résultats : 24941 citoyens enrôlés ; 6661 invalides biométriques, c'est-à-dire des citoyens qui se sont enrôlés alors qu'ils figuraient déjà dans la base des données ; 6000 changements de résidences et 3625 décédés radiés de la liste. En somme, après avoir expurgé les invalides biométriques et les décédés, l'on comptabilise 18280 nouveaux enrôlés

valides en 2015.

Il faut rappeler que l'opération de cette année aura une saveur particulière. En ce sens qu'elle sera agrémente de deux échéances électorales particulières dont la plus capitale est l'élection du président de la République et la seconde, celle des députés à l'Assemblée Nationale. La présente opération s'adresse uniquement à ceux n'ayant pas encore leurs noms dans la base

des données, c'est-à-dire qui ne se sont pas encore fait enrôler sur le territoire national et à l'étranger.

Rappelons en outre que pour se rendre dans les centres d'enrôlement il faut être muni d'une pièce d'identité agréée c'est-à-dire, la carte nationale d'identité, le passeport, l'acte de naissance ou le certificat de nationalité pour les Gabonais naturalisés.

Miroir du Gouvernement

On reprend les mêmes et on recommence !

DEPUIS bientôt deux semaines, c'est à nouveau la grève dans le secteur de l'Éducation. Comme d'habitude, les victimes sont les mêmes : les enfants et les parents. En désespoir de causes, leurs espoirs se réduisent à compter les jours de l'année à reculons. On comprend alors pourquoi certains, les parents, font des pieds et des mains pour l'expatriation de leurs bambins. Sans compter ceux qui ont choisi le double suicide de les envoyer dans des pays aujourd'hui à risque. Pour l'essentiel en Afrique de l'Ouest où l'environnement fait difficilement face aux dangers djihadistes.

Ces gens n'ont pas d'autres choix. La crise dans l'Éducation a largement dépassé le seuil de tolérance. Tant le système entier fonctionne de nos jours comme à la loterie. Pour les mêmes raisons, les syndicats des ensei-

gnants ont remis ça.

Tout est en passe d'être à nouveau totalement bloqué pour une histoire de primes qui aurait pu trouver solution à la fin des examens passés. Surtout que les syndicalistes mettent en première ligne le paiement des vacances. Qu'est-ce qui explique la récurrence des mouvements relatifs à cette question ? La réponse coule de source. Aucun détenteur du portefeuille ministériel n'a pris au sérieux ledit paiement. Les prévisions ne semblent pas exister nulle part.

Pourtant, des affections budgétaires existent chaque année. De sources concordantes, il est dit que les ministres de l'Éducation nationale éprouvent beaucoup de mal à prioriser les vacances dans le cadre de la Budgétisation par objectifs-programmes (BOP). Toute chose qui surprend plus d'un observateur. D'aucuns s'in-

terrogent sur le peu d'entrain des Moundounga, Nzouba et les autres à régler le problème.

Il ne devrait plus rester à Florentin Moussavou que l'honnêteté de reconnaître que là où ses prédecesseurs ont échoué, il a l'obligation, lui de réussir. Sauf à vouloir butter comme les autres, il lui est demandé de tout faire pour que l'an prochain à la même date, l'on ne se retrouve plus dans des situations similaires. A lui d'inscrire dans les dépenses, le paiement des vacances. Si gouverner, c'est prévoir...

Même si dans le fond, le durcissement de la grève ne se justifie pas à partir des garanties apportées par les pouvoirs publics, ce n'est pas une raison de jeter l'anathème sur des syndicalistes qui ont certes beaucoup à se reprocher. L'absence de langage de vérité dans les négociations était un des éléments de blocage.

L'initiative de l'artiste-musicienne, Annie-Flore Batchiellilys vient conforter certains dires sur la faillite d'un système dont la responsabilité incombe d'abord à ceux qui le gèrent. Une absence de dialogue franc et sincère qui n'est pas imputable aux seules autorités. Parce qu'il faut le dire, les arguments avancés par les partenaires ont parfois un caractère fallacieux. Au point qu'il se pose souvent la question de la légitimité de ces mouvements.

Toute le monde le sait, ce n'est pas par un coup de baguette magique que tout va se résoudre. Ce qui est reproché aux syndicalistes est de tirer sur la corde jusqu'à ce qu'elle rompe. L'habitude étant une seconde nature, la plupart des enseignants sont gagnés par ce qui s'apparente à un syndrome qui n'a pas de remède. La vocation sacerdotale des mouvements d'humeur à durée

indéterminée devient alors la norme. Tout laisse croire que plus aucun enseignant n'est capable d'assurer ses heures de cours à l'année.

De cette sorte de ping-pong, personne ne gagne en réalité. Le niveau scolaire qui baisse dangereusement depuis plus de vingt ans sans qu'il n'y ait des solutions envisageables. Et le pays perd ainsi en qualité d'enseignement et a du mal à répondre aux exigences de compétition et de performance du moment. A quel autre système peut-on comparer l'école gabonaise dont le lourd tribut est la spirale de grèves qui font aujourd'hui la honte de tout un pays ? La question vaut son pesant d'or. Toutefois, il est important de se la poser pour avoir une lueur d'espoir sur la pénombre qui l'habite.